

La mise en question de la dissuasion et les perspectives d'un monde sans armes nucléaires

Jean Klein,

Professeur émérite de l'Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne),

Alors que la stratégie de dissuasion nucléaire faisait l'objet d'un consensus entre les grandes formations politiques depuis la fin des années 1970 et que les sondages d'opinion révélaient une large adhésion des Français à ce mode de prévention de la guerre pendant la période de l'antagonisme Est-Ouest, on assiste depuis l'effondrement de l'ordre bipolaire à une mise en question du rôle des armes nucléaires dans l'organisation de la sécurité et de la défense de notre continent. Ainsi on fait valoir que la menace venant de l'Est s'est estompée et que l'affaiblissement des capacités militaires de la Russie ne justifie plus le recours à l'arme nucléaire pour compenser la supériorité dont jouissait le Pacte de Varsovie dans le domaine des forces armées et des armements de type classique. Par ailleurs, on laisse entendre que la force nucléaire stratégique (FNS) serait à la fois inopérante pour conjurer les nouveaux risques auxquels est exposé notre pays et inutile dans la mesure où la menace d'une agression contre la France se serait évanouie. Enfin, le maintien en état et le développement des systèmes d'armes nucléaires détenus par les pays nantis inciteraient ceux qui en sont dépourvus à se doter de capacités équivalentes et contrediraient les engagements pris par les Etats parties au traité de non prolifération (TNP) ouvert à la signature le 1er juillet 1968.

A partir de ces prémisses, les contestataires de la dissuasion nucléaire prônent soit un désarmement unilatéral, soit la participation active de la France à une négociation dont la visée ultime serait l'élimination totale des arsenaux nucléaires. Précisons que la mise en question de la dissuasion et l'aspiration à un monde

sans armes nucléaires n'est pas un phénomène propre à la France et qu'à l'origine du mouvement dit « Global Zero » on trouve des hommes politiques américains qui avaient adhéré sans états d'âme à une stratégie de dissuasion fondée sur la « destruction mutuelle assurée » et se montraient peu compréhensifs à l'égard des « pacifistes nucléaires » dont les agissements étaient dénoncés comme une atteinte aux intérêts de sécurité des Etats-Unis et de leurs alliés. Il convient donc d'examiner les raisons qui les ont incités à plaider aujourd'hui en faveur de l'élimination totale des armes nucléaires et de s'interroger sur la pertinence des moyens qu'ils proposent pour atteindre cet objectif. A cet égard, on ne peut négliger les leçons de l'histoire et force est de constater que les vicissitudes de la diplomatie du désarmement depuis la fin de la seconde guerre mondiale n'inclinent pas à l'optimisme sur les chances de voir s'instaurer un monde sans armes nucléaires dans l'avenir prévisible.

Les illusions d'un désarmement général et complet.

La vision d'un monde sans armes nucléaires est ancienne et les membres fondateurs des Nations Unies s'en sont inspirés pour conjurer la menace que les armes atomiques faisaient peser sur l'humanité après les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki. Ainsi, la première résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, adoptée le 24 janvier 1946, avait confié à une commission où étaient représentés tous les Etats membres du Conseil de Sécurité le soin d'élaborer des formules garantissant l'utilisation de l'atome à des fins exclusivement pacifiques. Le plan Baruch proposé par les Etats-Unis et leurs alliés était censé répondre à cette exigence puisqu'il prévoyait de confier à un organe supranational - l'Atomic Development Authority - la gestion directe de toutes les activités nucléaires autorisées : extraction du minerai d'uranium, production de matières fissiles, applications industrielles, expériences en laboratoire, etc... Une fois ce dispositif mis en place, on aurait procédé à la destruction des armes nucléaires dont les Etats-Unis avaient alors le monopole.

On sait que ce projet se heurta d'emblée à l'opposition de l'Union soviétique qui ne pouvait admettre qu'une agence supranationale dominée par des Etats potentiellement hostiles exerce des compétences aussi larges dans un domaine essentiel pour son développement économique et sa sécurité. En outre, en souscrivant au plan Baruch, elle aurait dû renoncer à mettre au point l'arme nucléaire ce qui l'eût placée en position d'infériorité par rapport aux

Etats-Unis et pour gagner du temps elle répliqua par une proposition tendant à l'interdiction d'emploi de l'arme atomique et à la destruction préalable des stocks américains. Mais cette requête était inacceptable par la partie occidentale car elle ne tenait pas compte du rapport des forces qui s'était établi en Europe au lendemain de la seconde guerre mondiale et se conciliait difficilement avec le principe de la sécurité égale pour tous les Etats participant au processus de désarmement. En effet, les Etats-Unis avaient procédé à une démobilisation massive de leurs forces après la chute du IIIème Reich et voyaient dans l'arme atomique un moyen efficace pour contenir l'expansion du communisme à une époque où les pratiques stalinienne avaient éveillé la méfiance des Occidentaux sur les intentions pacifiques des dirigeants de Moscou.

Le rejet du plan Baruch en 1946 sonna le glas des espoirs que l'on nourrissait en Occident sur les chances de l'instauration d'un monde sans armes nucléaires. Au cours des décennies suivantes on a assisté à l'élargissement du club nucléaire et à une course aux armements qui s'est traduite par le perfectionnement incessant des systèmes d'armes des deux protagonistes et l'accumulation de stocks gigantesques de charges nucléaires. Certes, des négociations en vue de la limitation des forces armées et des armements se sont poursuivies pendant cette période aussi bien dans le cadre de conférences *ad hoc* que par le biais du dialogue stratégique soviéto-américain, mais elles n'ont produit que des résultats modestes et n'ont pas mis un terme à la course quantitative et qualitative aux armements les plus modernes.

Après la crise des fusées de Cuba en octobre 1962, qui avait failli déboucher sur un affrontement direct entre les deux Grands, ceux-ci se soucieront moins de favoriser l'émergence d'un nouveau système de sécurité collective par le biais du désarmement que d'aménager le statu quo stratégique et de faire en sorte que « l'équilibre de la terreur » qui s'était établi entre les deux camps de la guerre froide ne soit pas rompu. A cet effet, l'accent était mis sur des mesures tendant à contenir la prolifération des armes nucléaires, à améliorer la communication entre adversaires en cas de crise, à faire preuve de modération dans la compétition technostratégique et à limiter les activités militaires dans des espaces ou des zones géographiques déterminées. Cette nouvelle approche du désarmement répondait à la logique de l'*arms control* (maîtrise des armements), une doctrine élaborée aux Etats-Unis vers la fin des années 1950 pour satisfaire aux exigences de la « coopération-

compétition » avec l'URSS. Elle inspirera la pratique diplomatique des deux Grands jusqu'à la fin de l'antagonisme Est-Ouest.¹

Au début des années 1960, on a donc abandonné la perspective d'un « désarmement général et complet » qui était au coeur des pourparlers amorcés en 1955 dans le cadre du sous-comité de la commission du désarmement des Nations Unies. La philosophie à laquelle on se référait alors était celle d'un désarmement général, progressif, équilibré et contrôlé et la visée ultime était l'élimination des armes de destruction massive et la réduction concomitante des forces armées et des armements de type classique à des niveaux compatibles avec le maintien de l'ordre intérieur et la mise en place d'un système de sécurité collective. Il s'agissait là d'un objectif ambitieux et on pouvait douter de la volonté des Etats engagés dans la guerre froide de consentir aux sacrifices de souveraineté nécessaires pour l'atteindre. En outre, les négociateurs se heurtèrent très tôt à un obstacle de taille : le contrôle de l'élimination des armes nucléaires. En effet, les techniques de détection dont on disposait à l'époque ne permettaient pas de garantir que tous les stocks d'armes nucléaires détenus par les trois puissances homologuées - Etats-Unis, Royaume-Uni et Union soviétique – seraient détruits en application d'un accord de désarmement et que des tierces puissance ne parviendraient pas à se doter de la bombe par des voies détournées. C'est en se fondant sur ce constat que les Etats-Unis proposèrent de mettre en réserve tous les plans de désarmement général jusqu'à ce que les progrès accomplis dans la mise au point de techniques de vérification efficace permettent d'en discuter utilement. En attendant, il fallait créer par des mesures de confiance l'atmosphère propice à la conclusion d'accords limités dans les domaines où le contrôle était techniquement possible et politiquement acceptable.²

En dépit de la réduction du champ du désarmement à l'adoption de mesures partielles, on a persisté à se référer au « désarmement général et complet » dans les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et dans des accords internationaux comme le TNP. Mais en pratique, les plans de désarmement général et

¹ Voir notre article : « La théorie et la pratique de l'arms control. Bilan et Perspectives » in *Etudes Internationales*, Volume XX, N°3, septembre 1989 (Numéro spécial : « Les études stratégiques : où en sommes-nous ? »).

² Sur la problématique de la réglementation internationale des armements depuis la fin de la seconde guerre mondiale, nous renvoyons à notre ouvrage : « Maîtrise des armements et désarmement. Les accords conclus depuis 1945 » - Les études de La Documentation française, Paris, 1991.

complet ne font plus l'objet de négociations multilatérales depuis 1964 et les recommandations faites en 1978 pendant la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de l'élaboration d'un « plan global de désarmement » n'ont pas été suivies d'effet faute d'un accord entre les principales puissances militaires.³ Par ailleurs, la conférence du désarmement (CD) de Genève, qui demeure le principal organe de négociation multilatérale, est paralysée depuis 1996, faute d'un consensus entre les 65 Etats participants sur un ordre du jour et un programme de travail. Ainsi, du fait de l'opposition de l'Inde, le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), n'avait pu être avalisé par le CD et il n'a été ouvert à la signature qu'après avoir été adopté par l'Assemblée générale de l'ONU, le 10 septembre 1996.⁴ Toutefois, il n'est pas encore entré en vigueur, car les 44 Etats signataires dont la ratification est requise pour lui faire produire effet n'ont pas tous accompli cette formalité. Les Etats-Unis figurent dans ce nombre et le Président Obama qui s'est illustré par l'évocation d'un « monde sans armes nucléaires » dans son discours de Prague du 5 avril 2009, n'a pas réussi jusqu'à présent à faire revenir le Sénat sur la décision de rejet du TICE prise dix ans auparavant. Quant aux négociations en vue de l'arrêt de la production de matières fissiles à des fins militaires (FMCT ou *Fissile material cut-off treaty*) auxquels s'étaient engagés les Etats parties au TNP à l'issue de la conférence d'examen et de prorogation du traité en mai 1995,⁵ elles sont toujours dans les limbes. Comme les obstacles qui ont empêché la conclusion d'un accord de désarmement général et complet dans le passé ne seront pas levés de sitôt on ne laisse pas d'être surpris par l'aplomb avec lequel les militants du « Global Zero » osent affirmer

³ Voir notre article : « L'ONU en quête d'un programme global de désarmement » in « La crise du désarmement. La deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le désarmement (1982) », *Arès, Défense et Sécurité*, supplément. N°1/1983.

⁴ Voir « SIPRI Yearbook 1997. Armaments, Disarmament and International Security » - pp. 403-431.

⁵ Aux termes du document sur « les principes et les objectifs de la non-prolifération des armes nucléaires et du désarmement » adopté le 11 mai 1995, les Etats parties au TNP s'engageaient dans un premier temps à « mener à bien la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais au plus tard en 1996 et à ouvrir des négociations immédiates et à conclure à brève échéance un traité non discriminatoire et de portée universelle interdisant la production de matières fissiles à des fins militaires ». En outre, les Etats dotés d'armes nucléaires étaient invités à poursuivre avec détermination la réduction de leurs arsenaux, le but ultime étant leur élimination et la conclusion d'un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace » - Voir « *SIPRI Yearbook 1996. Armaments, Disarmament and International Security* » pp.563-573, 590-593.

qu'un monde sans armes nucléaires a des chances de se réaliser à l'horizon de 2030.⁶

Les ambiguïtés du discours américain sur l'élimination totale des armes nucléaires

L'évocation par les Quatre d'un monde sans armes nucléaires

L'idée d'un monde dont les armes nucléaires seraient bannies a été lancée par quatre hommes politiques américains⁷ dans un article célèbre paru le 4 janvier 2007 dans *The Wall Street Journal* sous le titre « A world free of nuclear weapons ». A la différence des promoteurs du mouvement « Global zero » créé l'année suivante, ils se sont bien gardés de fixer une échéance pour la réalisation d'un tel projet et ont mis l'accent sur l'adoption de mesures concrètes en vue de consolider le régime de non prolifération. A leurs yeux, tout devait être mis en œuvre pour empêcher l'élargissement du club nucléaire car la situation qui en résulterait serait moins stable que celle qui prévalait pendant la période de la guerre froide. En outre, il fallait conjurer le risque de l'accession à l'arme nucléaire d'organisations terroristes qui n'hésiteraient pas à l'utiliser pour réaliser leurs projets nihilistes. Toutefois, ils estimaient que des mesures partielles de désarmement avaient peu de chances de rallier les suffrages des Etats non dotés de l'arme nucléaire (ENDAN) si elles ne s'inscrivaient pas dans la perspective de l'élimination totale des arsenaux nucléaires prévue par l'article VI du TNP. Au cours de la conférence d'examen du traité qui s'était tenue à New York, en mai 2005, des controverses avaient surgi à ce propos entre les Etats dotés de l'arme nucléaire et ceux qui en étaient dépourvus et la conférence s'était achevée sans que l'on pût s'entendre sur un document final abordant les questions de fond.⁸ Pour empêcher la réédition de ces querelles lors de la conférence d'examen de 2010, les quatre signataires de l'article du *Wall Street Journal* prenaient les devants mais à leurs yeux l'évocation d'un monde sans armes nucléaires avait surtout une valeur instrumentale au service d'une stratégie pragmatique de lutte contre la prolifération. Ils ne se

⁶ L'échéance de 2030 pour l'abolition des armes nucléaires figure dans l'appel lancé par les organisateurs de la conférence en faveur du « Global Zero » qui s'est tenue à Paris du 2 au 4 février 2010.

⁷ Il s'agissait de George P. Shultz, Secrétaire d'Etat de 1982 à 1989, William J. Perry, Secrétaire à la défense de 1994 à 1997, Henry A. Kissinger, Secrétaire d'Etat de 1973 à 1977 et Sam Nunn, ancien président de la commission des forces armées (*Armed Services Committee*) du Sénat.

⁸ Voir « *SIPRI Yearbook 2006* » pp. 608-618.

départiront pas de cette attitude dans les textes qu'ils publieront ultérieurement dans le même organe de presse⁹ et dans leurs interventions à la conférence sur la sécurité de Munich en 2009 et 2010¹⁰.

Même si leurs détracteurs les accusent de nourrir des chimères en prônant un monde sans armes nucléaires ou d'entretenir l'illusion que la renonciation à l'arme nucléaire par les puissances nanties dissuaderait les Etats dépourvus de s'en doter,¹¹ on ne saurait leur reprocher d'avoir sous-estimé le rôle dissuasif des armes nucléaires pendant la phase transitoire qui précéderait leur abolition. A cet égard, l'article publié dans *The Wall Street Journal* au début de l'année 2010 est sans équivoque. L'accent est mis sur la nécessité de préserver la sûreté et la fiabilité des armes nucléaires détenues par les Etats-Unis et d'affecter des ressources importantes au financement des centres de production et des trois laboratoires de recherche existants : Lawrence Livermore, Los Alamos et Sandia. A leurs yeux, les efforts déployés par les ingénieurs et les scientifiques qui se consacrent à la modernisation de l'arsenal nucléaire ne doit pas se relâcher aussi longtemps que la sécurité de la nation l'exigera. En outre, leur expertise est essentielle si l'on veut créer les conditions favorables à l'instauration d'un monde sans armes nucléaires et garantir sa pérennité par des mesures de détection, de vérification et de prévention efficaces. En définitive, il faut tenir les deux bouts de la chaîne et faire en sorte que le maintien d'une capacité de dissuasion crédible au service de la défense nationale puisse se concilier avec une coopération internationale en vue de réduire les risques du nouvel âge nucléaire.¹²

⁹ « Toward a nuclear-free world » et « How to protect our nuclear deterrence » parus respectivement dans *The Wall Street Journal*, les 15 janvier 2008 et 19 janvier 2010.

¹⁰ Voir le compte-rendu de ces débats dans la revue mensuelle « *Europäische Sicherheit* » N° 3/2009 et 3/2010.

¹¹ Voir notamment l'article de Harold Brown et de John Deutch : « The nuclear disarmament fantasy » in *The Wall Street Journal* du 19 novembre 2007. Harold Brown était Secrétaire à la défense dans l'Administration Carter et John Deutch, directeur de la Central Intelligence Agency dans la première Administration Clinton. De son côté, Michael Rühle, le directeur du centre de planification du Département politique de l'OTAN, a stigmatisé les propositions des quatre qui ne feraient qu'entretenir de faux espoirs et délégitimeraient la politique de sécurité des Occidentaux : « Eine Welt ohne Nuklearwaffen ? Die Forderungen der Realisten sind unrealistisch » in *Neue Zürcher Zeitung*, 5/6 juillet 2008.

¹² « How to protect our nuclear deterrent », *The Wall Street Journal*, 19 janvier 2010.

Ainsi une lecture attentive des prises de position des quatre met clairement en évidence le caractère pragmatique de leur démarche et le peu de cas qu'ils font de sa visée ultime, à savoir l'élimination totale des armes nucléaires. Dans son intervention du 6 février 2009 à la conférence sur la sécurité de Munich, Henry Kissinger reconnaissait que lui-même et ses collègues étaient incapables d'imaginer la forme que revêtirait un monde sans armes nucléaires et qu'ils s'étaient attachés en priorité à l'élaboration de mesures vérifiables et susceptibles d'application immédiate. Usant d'une métaphore chère au sénateur Sam Nunn, il avait comparé leur démarche à celle d'alpinistes qui ont entrepris l'escalade d'une montagne dont le sommet est enveloppé de nuages et qui ignorent les obstacles auxquels ils seront confrontés pour l'atteindre. Il se pourrait que ceux-ci soient insurmontables, mais le seul moyen de s'en assurer était de commencer l'ascension. De même, il fallait amorcer le processus du désarmement par des mesures limitées sans trop se soucier s'il aboutira ou non à l'élimination totale des armes nucléaires.¹³

Le discours de Prague du Président Obama

Le discours prononcé par le Président Obama, à Prague, le 5 avril 2009, présente des similitudes avec les positions des quatre dans la mesure où il affirme « la conviction que l'Amérique recherche la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires » mais concède que « ce but ne sera pas atteint rapidement et peut-être pas de son vivant ». Comme eux il énonce des mesures concrètes qui devraient favoriser la réalisation de ce programme et qui visent aussi bien le désarmement et la maîtrise des armements que la lutte contre la prolifération des armes nucléaires. Ainsi, le Président des Etats-Unis préconise le renforcement des mécanismes chargés de contrecarrer le trafic illicite des matières, équipements et technologies susceptibles d'être utilisés pour la fabrication d'une bombe, se prononce pour l'application de sanctions rigoureuses en cas de non respect des obligations édictées par le TNP et appelle de ses vœux l'organisation d'une coopération internationale garantissant l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques. Par ailleurs, il annonce la reprise des négociations russo-américaines en vue d'une réduction des armements stratégiques qui pourrait être une première étape sur la voie d'un désarmement nucléaire auquel toutes les puissances

¹³ En l'occurrence, les quatre adhèrent à la maxime de Guillaume d'Orange : « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ».

intéressées seraient associées ultérieurement. Enfin, il laisse entendre que des dispositions seront prises pour réduire le rôle des armes nucléaires dans la « stratégie de sécurité nationale » et qu'il invitera les autres puissances à s'engager dans la même voie. Toutefois, il met en garde ceux qui seraient enclins à interpréter cette décision comme un geste de faiblesse et souligne que les Etats-Unis maintiendront des capacités de dissuasion efficaces pour tenir en échec tout adversaire direct et garantir la sécurité de leurs alliés aussi longtemps que ces armes existeront.¹⁴

On conçoit que ce langage ait rassuré les dirigeants des pays alliés qui ont salué le projet du Président américain même si certains n'adhéraient que du bout des lèvres à sa vision d'un monde sans armes nucléaires. Ainsi le Ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, a déclaré que le discours de Prague comportait des éléments positifs et que la France se tenait aux côtés des Etats-Unis dans l'effort qu'ils entreprenaient en faveur du désarmement.¹⁵ Le Premier Ministre britannique, Gordon Brown, se montrait plus enthousiaste et considérait qu'une réduction significative des armes nucléaires mondiales pourrait intervenir à bref délai. Le Ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, ne pouvait qu'applaudir dans la mesure où l'élimination des armes nucléaires tactiques affectées à la défense du continent européen répondait à l'attente de la majorité de ses concitoyens. Enfin, le Ministre japonais des affaires étrangères, Hurofumi Nakasone, appuyait fermement l'appel en faveur d'un monde sans armes nucléaires et approuvait les mesures concrètes qui seraient prises à cet effet.¹⁶

Dans le milieu des experts on prenait acte des engagements du Président Obama tout en faisant observer que l'élimination des armes nucléaires était une entreprise hasardeuse et qu'une réduction drastique des arsenaux nucléaires pourrait avoir une incidence négative sur la stabilité du régime de non-prolifération institué par le TNP. Ainsi, Lawrence Freedman, professeur au King's College

¹⁴ De larges extraits du discours de Prague ont été publiés dans la revue *Arms control today*, Vol 39, N° 4, mai 2009.

¹⁵ A la Présidence de la République on avait des sentiments plus mitigés. Ainsi *Le Figaro* du 10 avril 2009 fait état d'une note rédigée par la cellule diplomatique de l'Elysée qui critiquait le discours de Prague et soulignait qu'en matière de désarmement, la France n'avait pas de leçons à recevoir des Etats-Unis.

¹⁶ Voir l'article de Cole Harvey : « Obama calls for nuclear weapons-free world » - *Arms control today*, ibid

de Londres, estimait que la voie qui conduisait vers l'élimination des armes nucléaires était semée d'embûches et que la passe la plus dangereuse était celle qui précédait l'arrivée au but. C'est que la réduction drastique des arsenaux des grandes puissances pourrait affaiblir la crédibilité de la dissuasion élargie dont bénéficient leurs alliés et partenaires. Lawrence Freedman n'en déduisait pas qu'il fallait renoncer au désarmement mais attirait l'attention sur la nécessité de garantir la sécurité de toutes les parties contractantes à toutes les étapes du processus. Quant à l'élimination totale des armes nucléaires elle soulevait des problèmes spécifiques dont la solution n'était pas évidente et ne produirait pas nécessairement les effets bénéfiques escomptés car l'histoire enseigne qu'il n'y a jamais eu de « relation naturelle entre la paix et la diminution des niveaux d'armement ».¹⁷

De son côté, Michael Rühle soulignait le contraste entre le discours dithyrambique du président américain et les réalités d'un monde où les puissances nucléaires continuaient de moderniser leurs arsenaux et où les candidats à l'arme nouvelle poursuivaient leur dessein sous le couvert de l'utilisation pacifique de l'atome. Ainsi le Président Ahmadinejad saluait la vision d'un monde sans armes nucléaires alors que l'Iran continuait d'enrichir de l'uranium et de se rapprocher du seuil nucléaire. Par ailleurs, la Corée du Nord avait procédé à l'essai d'un missile balistique quelques heures avant le discours de Prague et ce défi à l'ordre international n'avait pu être relevé, la Chine et la Russie s'étant opposés à l'adoption de nouvelles sanctions par le Conseil de Sécurité. Le rêve d'un monde sans armes nucléaires avait donc peu de chances de se réaliser et M. Rühle retenait surtout du discours du Président Obama l'affirmation selon laquelle les Etats-Unis resteraient une puissance nucléaire aussi longtemps que d'autres détiendraient cette arme.¹⁸

Enfin, l'incidence du désarmement nucléaire sur les équilibres stratégiques en Asie a également été examinée à l'occasion d'un dialogue américano-japonais organisé par le Pacific Forum peu

¹⁷ « This new nuclear arms age has its own set of risks » par Lawrence Freedman - *Financial Times*, 9 avril 2009.

¹⁸ Voir ses articles : « Nette Idee, schöner Traum. Eine Welt ohne Atomwaffen ? Obamas Vorschläge klingen gut, werden aber kaum umgesetzt können » in *Süddeutsche Zeitung*, 11 avril 2009 et « Kontinuität in der amerikanischen Nuklearstrategie » in *Politische Studien*, N° 427, septembre-octobre 2009

avant le discours de Prague.¹⁹ Il en ressort que, contrairement à une idée reçue, les Japonais n'applaudiraient pas nécessairement à une réduction drastique des capacités nucléaires russes et américaines si celle-ci devait se traduire par un affaiblissement de leur sécurité face à la Chine. A leurs yeux, le désarmement n'avait de sens que si toutes les puissances nucléaires y participaient et acceptaient des réductions équivalentes à celles des deux protagonistes. En attendant, ils émettaient le vœu que les Etats-Unis informent leurs alliés asiatiques - le Japon et la Corée du Sud - de leurs intentions en la matière et les associent à l'élaboration de leur stratégie nucléaire (*Nuclear posture review*) afin de dissiper tout malentendu sur la pérennité de la garantie qui leur était offerte.

La contestation de la dissuasion sous la présidence de Nicolas Sarkozy

Si l'on fait abstraction des prises de position d'organes et de mouvements d'Eglise tels que la commission Justice et Paix et la section française de Pax Christi²⁰ et des actions menées par le parti Europe Ecologie/Les Verts, la revendication d'un monde sans armes nucléaires ne concerne qu'une fraction restreinte de l'opinion française. Toutefois, des hommes politiques qui avaient exercé des responsabilités gouvernementales dans le passé ont pris leurs distances par rapport à la stratégie de dissuasion de la France et ont épousé les thèses défendues par le mouvement dit Global Zero. Ainsi, Michel Rocard qui participa naguère aux travaux de la commission de Canberra sur l'élimination des armes nucléaires et préfaça l'édition française du rapport qu'elle avait adopté en 1996,²¹ s'est prononcé à plusieurs reprises dans les médias pour l'abandon de la force nucléaire stratégique (FNS) mais il s'est toujours heurté à une opposition ferme des dirigeants français qui n'hésitaient pas à qualifier ses initiatives d'irresponsables. Paul Quilès a lui aussi répudié la politique dont il avait la charge lorsqu'il exerçait les fonctions de Ministre de la Défense (1985-1986) et aujourd'hui il

¹⁹ Voir l'article de Raph A Cossa : « Global nuclear disarmament : too much, too soon ? » - *PacNet Newsletter*, 17 avril 2009. L'auteur est le président du Pacific Forum CSIS.

²⁰ Un ouvrage qui fait le point de la réflexion catholique sur ce sujet vient de paraître sous les auspices de l'Institut catholique de Paris, de la commission Justice et Paix et de la section française du Mouvement Pax Christi : « *La paix sans la bombe ? Organiser le désarmement nucléaire* » - Paris, Les Editions de l'Atelier/Editions ouvrières, 2014

²¹ Voir « *Rapport de la commission Canberra. Eliminer les armes nucléaires* » - Introduction de Michel Rocard - Paris, Editions Odile Jacob, 1997.

milite activement en faveur du désarmement nucléaire en liaison avec le mouvement Global Zero, l'organisation des maires pour la paix et le réseau des parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement. Il a publié en 2012 un recueil de textes qui plaident en faveur de l'abandon de la force nucléaire stratégique et dénoncent le « mensonge français » d'une sécurité fondée sur la dissuasion.²² Toutefois, il se garde bien d'aborder les problèmes que soulève l'organisation de la sécurité dans un monde sans armes nucléaires et ne précise pas les modalités du désarmement auquel la France devrait se prêter. Renoncerait-elle unilatéralement à ses capacités nucléaires pour inciter les autres à suivre son exemple ou réduirait-elle progressivement son arsenal en application d'accords de désarmement négociés dans un cadre multilatéral ? Ces questions sont cruciales mais Paul Quilès les laisse sans réponse et préfère se livrer à des incantations sur la nécessité et la faisabilité de l'élimination totale des armes nucléaires sans avancer des arguments solides à l'appui de sa thèse.

L'année suivante il a donné une forme plus ample à son plaidoyer dans un livre publié en collaboration avec Bernard Norlain et Jean-Marie Collin.²³ Ses aperçus sur les « angles morts » de la dissuasion et sur les risques de conflit dans un monde où les détenteurs de l'arme nucléaire se sont multipliés et où des organisations terroristes pourraient se doter de la bombe méritent d'être pris en considération dans le débat en cours. Toutefois, on ne peut qu'être indisposé par les jugements abrupts, voire téméraires qu'il porte sur la politique de défense de la France et sur la compétence des stratégestes qui ont posé ses fondations théoriques. Quant au désarmement, dont le succès conditionne l'avènement d'un monde sans armes nucléaires, il ne fait pas l'objet d'une analyse rigoureuse et les 13 pages qui lui sont consacrées se bornent à paraphraser le plan d'action de Global Zero en passant sous silence les difficultés auxquelles se heurterait sa réalisation.²⁴

²² Paul Quilès : « *Nucléaire, un mensonge français. Réflexions sur le désarmement nucléaire* » - Paris, Editons Charles Léopold Mayer, 2012

²³ Paul Quilès avec Bernard Norlain et Jean-Marie Collin : « *Arrêtez la bombe !* » - Paris, Editions le Cherche Midi, 2013. Bernard Norlain est général d'armée aérienne (2S) et Jean-Marie Collin est le directeur pour la France du réseau international des parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement.

²⁴ Les chapitres 8 et 9 évoquent respectivement « les difficultés du désarmement » et « les voies possibles » (pp. 153-16). Le plan d'action de Global Zero figure en annexe de l'ouvrage (pp.235-236)

D'autres personnalités politiques et militaires sont intervenues dans ce débat et ont mis en question la stratégie de dissuasion de la France en se référant implicitement à la philosophie dont se réclame le mouvement Global Zero.²⁵ Certes, le souci de se conformer à l'esprit du temps a pu les inciter à faire écho à des thèses soutenues par des stratégestes et des décideurs d'outre Atlantique qu'on ne pouvait soupçonner d'avoir négligé les intérêts de sécurité de leur pays lorsqu'ils participaient à l'exercice du pouvoir. En outre, ils précisaient qu'en adhérant à la vision d'un monde sans armes nucléaires, ils n'envisageaient pas de priver la France des capacités dont elle s'était dotée pour faire face à toute éventualité et notamment à une menace contre ses intérêts vitaux. A leurs yeux, l'objectif ambitieux qu'ils s'étaient assignés ne pouvait être atteint que par un désarmement progressif et équilibré et ils reprochaient surtout au gouvernement de ne pas vouloir s'engager dans cette voie sous prétexte que l'élimination des armes nucléaires relevait de l'utopie.

Or la France avait démontré depuis la fin de la « guerre froide » son attachement à la réglementation internationale des armements en adhérant au traité d'interdiction totale des essais nucléaires (TICE) et en réduisant le format de sa force nucléaire. En outre, le Président de la République, Nicolas Sarkozy, avait exposé ses vues sur la stratégie de dissuasion dans un discours prononcé à Cherbourg, le 21 mars 2008, à l'occasion de la présentation du sous-marin nucléaire lance engins (SNLE), « Le Terrible » et fait des propositions en vue de relancer les négociations en vue du désarmement.²⁶ Ces propositions furent avalisées par le Conseil de l'Union européenne, le 8 décembre 2008, et transmises au Secrétaire général de l'ONU au moment où se tenait dans un hôtel parisien la conférence inaugurale du Mouvement « Global Zero ».²⁷ Certes, le chef de l'Etat n'avait pas l'intention de renoncer à la dissuasion

²⁵ Le texte le plus significatif à cet égard est la tribune libre parue dans *Le Monde* du 15 octobre 2009 sous le titre : « Pour un désarmement nucléaire mondial, seule réponse à la prolifération anarchique ». Elle était signée par Alain Juppé, ancien Premier Ministre ; Bernard Norlain, général, ancien commandant de la force aérienne de combat ; Alain Richard, ancien Ministre de la défense ; Michel Rocard, ancien Premier Ministre.

²⁶ Voir sur le site de l'Elysée : « Discours de M. le Président de la République. Présentation du SNLE, Le Terrible. Cherbourg, vendredi 21 mars 2008 ».

²⁷ Voir la « Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale », Conseil de l'Union européenne, Bruxelles, 11 décembre 2008 et les commentaires parus respectivement dans *Le Figaro* du 8 décembre : « Sarkozy veut relancer le désarmement nucléaire » et *Le Monde* du 10 décembre : « Le désarmement nucléaire au cœur du débat transatlantique ».

qualifiée d'« assurance vie de la nation » et se montrait sceptique sur la valeur opératoire de l'« option zero » pour lutter contre la prolifération. Mais il pouvait se prévaloir en matière de désarmement d'initiatives qui témoignaient de sa volonté d'accompagner la nouvelle politique annoncée par l'Administration Obama. On peut donc s'interroger sur les raisons qui ont conduit des membres de l'establishment politique et militaire français à privilégier les thèses du Mouvement Global zero alors que le discours américain auquel il faisait écho était ambivalent et que les dissensions apparues lors de la conférence de Paris de février 2010 ont sérieusement écorné son image.

Le Mouvement dit « Global Zero »

Le mouvement Global Zero a été créé en 2008 à l'initiative d'une centaine de personnalités du monde politique et militaire, d'experts des questions de sécurité et de représentants de la « société civile ». L'objectif poursuivi était l'élimination des armes nucléaires par un accord en bonne et due forme et la mise en place d'un système de vérification adéquat. Le processus serait amorcé par une réduction significative des arsenaux russes et américains qui représentaient 96% des charges nucléaires disséminées à travers le monde. Ultérieurement, les autres puissances nucléaires s'imposeraient des contraintes équivalentes en application d'accords négociés dans un cadre multilatéral et l'on s'acheminerait ainsi par étapes vers un monde sans armes nucléaires. Enfin, la gestion internationale du cycle du combustible nucléaire empêcherait le détournement des activités nucléaires pacifiques à des fins militaires. Dans un appel adopté le 17 octobre, les membres fondateurs avaient établi une feuille de route et prévu que le but pourrait être atteint en 2020. Une conférence au sommet devait se réunir au début de l'année 2010 pour entériner les conclusions d'une commission russo-américaine chargée d'établir un partenariat pour l'élimination des armes nucléaires et mobiliser l'opinion publique au service de cette cause.

Cette conférence s'est tenue à Paris du 2 au 4 février 2010 et elle a bénéficié d'une large couverture médiatique en raison de l'actualité de la question débattue, de la notoriété des principaux participants et de la caution que lui apportèrent les Présidents russe et américain, le Premier Ministre britannique et le Secrétaire général de l'ONU. Toutefois, les messages de soutien adressés à la conférence n'avaient pas tous la même tonalité. Ainsi, les Présidents Obama et Medvedev, tout en adhérant à l'idée d'un monde sans armes

nucléaires, faisaient état des obstacles à surmonter et des conditions à remplir pour assurer le succès de l'entreprise tandis que M. Ban Ki-moon mettait l'accent sur la nécessité de parvenir à un désarmement nucléaire mondial et considérait que global zero n'était pas seulement un slogan mais un objectif tangible. Quant à M. Gordon Brown, il se montrait optimiste sur les chances de l'élimination des armes nucléaires tout en admettant que le chemin à parcourir serait long et périlleux.

Ces propos bienveillants, sinon complaisants à l'adresse des organisateurs de la conférence de Paris n'ont pas empêché les débats de prendre dès le début un tour polémique. Les principaux points de divergence portaient sur le sort réservé aux armes nucléaires tactiques (ANT) dans les négociations sur le désarmement et sur la politique à suivre pour empêcher la dissémination des armes nucléaires au Moyen-Orient.

Dans son intervention du 2 février, le Ministre des Affaires étrangères de la Suède, Carl Bildt, avait pressé la Russie et les Etats-Unis de réduire substantiellement leurs stocks d'ANT en Europe et plus particulièrement celles déployées aux confins orientaux de l'Union Européenne (UE). Cette exhortation suscita une réplique vigoureuse de l'ancien Secrétaire d'Etat, George Shultz, qui mit en cause la politique de la Russie à laquelle il reprochait d'accroître son stock d'armes nucléaires tactiques²⁸ et d'envisager leur emploi sur les champs de bataille. Le sénateur russe, Mikhail Margelov, contesta la véracité des allégations américaines et assura que son pays était prêt à réduire les stocks existants après la conclusion d'un nouvel accord sur la réduction des armements stratégiques. Par delà cette querelle, il convient de rappeler que les ANT n'ont pas été prises en compte jusqu'à présent dans le cadre des négociations dites START et que leur réduction n'est concevable que si l'on corrige simultanément les déséquilibres au plan des forces armées conventionnelles.²⁹

Par ailleurs, le programme nucléaire iranien a fait l'objet d'une controverse à la suite d'une déclaration de George Shultz qui

²⁸ Au cours du débat suscité par l'intervention de Carl Bildt, Richard Burt, un diplomate qui avait participé aux négociations sur la maîtrise des armements sous l'Administration Reagan avait indiqué que la Russie disposait d'au moins 7000 ANT alors que les Etats-Unis n'en avaient déployé qu'une centaine en Europe.

²⁹ Voir l'article de David Gardner : « Nuclear stars move towards benign alignment » - *Financial Times*, 4 février 2010

contestait la légitimité de l'enrichissement de l'uranium par Téhéran au motif que le pays possédait en abondance du gaz et du pétrole et pouvait se passer de la filière nucléaire pour satisfaire ses besoins énergétiques. La reine Noor de Jordanie s'est insurgée contre ce propos et a fait observer qu'on ne pouvait imposer des sanctions à l'Iran, tout en ignorant les capacités militaires d'autres nations. A ses yeux, tous les Etats de la région devaient être traités sur un pied d'égalité. Comme l'Etat d'Israël était visé en l'occurrence, George Shultz prit son parti et fit valoir qu'il ne pouvait se défaire de son armement puisqu'il était entouré d'ennemis qui contestaient son droit à l'existence. En revanche, les ambitions nucléaires de l'Iran devaient être contenues à tout prix et si les sanctions étaient inopérantes on aurait recours à d'autres moyens pour l'amener à résipiscence.

Ce désaccord ne pouvait que faire naître des doutes sur les chances de réalisation du programme global zero puisque dans un domaine aussi crucial que celui de la lutte contre la prolifération les positions de l'ancien Secrétaire d'Etat américain et de la reine de Jordanie étaient aux antipodes. En tout cas ce n'est pas en mettant en cause le « droit inaliénable de toutes les parties au TNP d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques » (article IV) qu'on pouvait espérer consolider le régime de non prolifération et le « deux poids, deux mesures » dans l'évaluation des capacités nucléaires des Etats de la région rendait improbable la création d'une zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) dont le principe avait été approuvé par la conférence d'examen et de prorogation du TNP en 1995.

S'agissant de la possibilité de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires en l'espace de vingt ans, les illusions que l'on pouvait nourrir à cet égard se sont dissipées après l'intervention de Mme Ellen Tauscher, sous-secrétaire d'Etat pour la maîtrise des armements et la sécurité internationale et l'interview accordée à l'Agence Interfax par le Président de la commission des affaires internationales de la Douma, M Konstantin Kosachyov. En exposant, le 3 février, la position du gouvernement américain, Mme Tauscher a salué la vision du Président Obama d'un monde sans armes nucléaires mais elle n'a pas dissimulé que la réalisation de ce projet était une entreprise de longue haleine et que le but ne serait sans doute pas atteint dans les délais prévus par le mouvement global zero. Comparant le désarmement nucléaire avec le Graal, elle estimait que sa quête n'avait de sens que si elle contribuait au renforcement de « notre sécurité nationale ». Aussi les étapes à franchir pour atteindre l'objectif final devaient-elles davantage

retenir l'attention que le but que l'on s'était assigné. Ce qui importait en définitive était l'adoption de mesures concrètes susceptibles de renforcer la sécurité des Etats et de contribuer à la stabilité de l'ordre international.

De son côté, M. Konstantin Kosachyov, a exprimé des réserves sur les perspectives ouvertes par la conférence de Paris et estimé que si l'élimination des armes nucléaires était une idée séduisante, elle avait peu de chances de se concrétiser à moyen terme. Selon lui, le plan d'action en quatre étapes adopté à l'issue de la conférence n'était pas réaliste car il ne pouvait pas être appliqué d'une manière satisfaisante avant l'échéance fixée en 2030. Par ailleurs, M. Kosachyov rejoignait les préoccupations de Mme Tauscher en affirmant que le désarmement n'était pas une fin en soi et qu'il fallait le juger en fonction de sa contribution au renforcement de la sécurité internationale. Or la Russie était particulièrement sensible à cet aspect du problème et redoutait que des décisions hâtives en matière de désarmement pourraient modifier l'équilibre des forces à son détriment, « en raison de son infériorité au plan des forces conventionnelles, de la militarisation de l'espace et de l'existence de mécanismes de sécurité collective tels que l'OTAN ».³⁰

De prime abord, la position de la France n'était pas facile à défendre dans cette enceinte car ses dirigeants ne faisaient pas mystère des réserves que leur inspirait le programme global zero. A leurs yeux la dissuasion nucléaire conservait sa validité dans un contexte stratégique mondial lourd d'incertitude.³¹ En outre, Paris contestait l'idée selon laquelle la réduction des arsenaux des grandes puissances entraînerait le ralentissement des programmes nucléaires des autres pays. Enfin, l'abolition des armes nucléaires apparaissait dans la meilleure des hypothèses comme un objectif lointain et il était préférable de faire porter l'effort sur la négociation de mesures concrètes qui avaient des chances d'être appliquées à court ou à moyen terme. C'est dans cet esprit que le Secrétaire général du Quai d'Orsay, M. Pierre Sellal, s'est exprimé le 2 février devant les participants de la conférence.

³⁰ « Global Zero deserves attention but must not be overestimated » - *Interfax*, 4 février 2010

³¹ Selon *Le Figaro* du 3 février 2010, un diplomate français aurait fait ce commentaire en marge de la conférence : « Le rêve de vivre dans un monde sans armes, un monde angélique, est un rêve que l'humanité poursuit depuis toujours et que l'on ne peut qu'applaudir. Se passer de l'arme nucléaire alors qu'elle existe toujours dans la panoplie et que d'autres pays la possèdent me paraît en revanche risqué »

Selon lui, la priorité devait être accordée à la recherche d'une solution diplomatique au problème iranien car si l'Iran accédait à l'arme nucléaire il en résulterait « une cascade de prolifération dans la région et une anarchie nucléaire dans le monde, qui mettra fin au rêve d'un monde dénucléarisé ». Soulignant ensuite l'écart entre la rhétorique du désarmement et sa mise en œuvre, il affirma que les « vraies mesures de désarmement sont basées sur des faits et pas seulement sur des paroles ». Or la réalité était décevante puisque les négociations START avaient été interrompues et que les Russes et les Américains venaient seulement de s'entendre sur le principe de leur reprise. Par ailleurs, le TICE n'était toujours pas entré en vigueur et la paralysie de la conférence de Genève sur le désarmement rendait problématique la conclusion à bref délai d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à des fins militaires. La France, quant à elle, avait donné l'exemple en matière de désarmement nucléaire en renonçant à la composante terrestre de la FNS, en diminuant d'un tiers sa composante aéroportée, en réduisant le nombre de ses têtes nucléaires et en démantelant ses centres d'essais nucléaires. Il appartenait donc aux autres puissances nucléaires de s'engager dans la même voie et de réduire leurs arsenaux pour « arriver à la stricte suffisance ». Quant à l'élimination totale des armes nucléaires elle aura lieu quand « les conditions de sécurité et politiques seront réunies ».

Ce discours a pu décontenancer l'auditoire auquel il s'adressait et susciter des réactions négatives de la part des ténors du mouvement. Ainsi Richard Burt, a manifesté son dépit en déclarant que « la position française était davantage déterminée par des « réflexes émotionnels et psychologiques hérités de la tradition gaullienne que par la défense des intérêts nationaux ». Toutefois il estimait qu'elle pourrait « évoluer dans le temps, si nous trouvons le moyen de multilatéraliser l'effort en ralliant les Russes et les Chinois ».³² Il excluait en tout cas l'éventualité du ralliement de la France à un programme auquel la Russie n'adhérerait que du bout des lèvres. Par ailleurs, des voix se sont élevées en marge de la conférence de Paris pour critiquer la politique américaine et souligner le contraste entre un discours irénique prônant l'élimination totale des armes nucléaires et une pratique tendant à

³² Voir les articles consacrés à la conférence global zero de Paris par Isabelle Lasserre : « Désarmement nucléaire : Paris résiste à l'option zéro » - *Le Figaro*, 3 février 2010 et Natalie Nougayrède : « Paris réticent face à l'élimination de l'arme nucléaire » - *Le Monde*, 3 février 2010

augmenter les crédits affectés à leur modernisation.³³ A cet égard, l'appréciation formulée par Leo Michel, professeur à la National Defense University de Washington, lors d'un débat organisé par la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) était particulièrement topique : « Pour Barack Obama, un monde dénucléarisé n'est qu'une vision à long terme. En face il y a la réalité, la nécessité de rassurer nos alliés et de maintenir pour l'instant une dissuasion efficace ». ³⁴

En définitive, la position de la France telle qu'elle a été exposée par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires étrangères pouvait difficilement être récusée par le mouvement global zero dès lors que les porte-parole des Etats-Unis et de la Russie étalaient leurs divergences à la conférence de Paris et exprimaient des doutes sur la possibilité de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires. En outre, l'approche pragmatique préconisée par la France ne se distinguait pas fondamentalement de celle des deux grandes puissances nucléaires qui mettaient elles aussi l'accent sur l'adoption de mesures concrètes en vue de progresser sur la voie du désarmement sans trop se soucier de la manière dont l'objectif final pourrait être atteint. En revanche, le gouvernement français estimait que ce n'est pas en faisant miroiter aux yeux de l'opinion publique l'utopie d'un monde sans armes nucléaires que l'on servait la cause du désarmement mais en abordant de front les problèmes qu'il soulève et en tentant de les résoudre en veillant à ce que la réductions des forces armées et des armements soit progressive et équilibrée et qu'à chaque étape du processus la sécurité de toutes les parties contractantes soit garantie. Or l'expérience a démontré qu'on ne peut pas déterminer à l'avance la durée des négociations nécessaires pour parvenir à un accord et qu'il est téméraire d'envisager l'élimination totale des armes nucléaires à l'horizon 2030. En fixant cette échéance le mouvement global zero a fait un pari audacieux qui a peu de chances d'être gagné et la crédibilité de son action risque d'en pâtir durablement.

³³ Voir notamment l'article de Greg Mello : « The Obama disarmament paradox » - *Bulletin of the Atomic Scientists*, 4 février 2010.

³⁴ Voir l'article de Isabelle Lasserre : « Désarmement nucléaire : l'objectif 2030 de Global Zero » - *Le Figaro*, 5 février 2010

Le débat sur la dissuasion après l'accession de la gauche au pouvoir

Après les élections présidentielles et législatives du printemps 2012 et l'accession de la gauche au pouvoir, le gouvernement socialiste a maintenu la continuité de la politique de sécurité et de défense de la France et a réaffirmé son attachement à la dissuasion nucléaire. A cet égard, le geste du Président de la République d'effectuer, le 4 juillet, une plongée à bord du SNLE, « Le Terrible », au large de Brest a revêtu une valeur symbolique très forte. Peu avant, il avait désavoué Michel Rocard qui avait déclaré sur la chaîne de télévision BFMTV, le 19 juin, que « la suppression de la force de dissuasion permettrait d'économiser par an 16 milliards d'euros qui ne servent absolument à rien ». Dans une déclaration faite le lendemain en marge de la conférence de Rio sur la terre, François Hollande fit la mise au point suivante : « Renoncer à la dissuasion nucléaire pour des raisons d'économie budgétaire n'est pas aujourd'hui la position de la France. Je me suis engagé devant les Français pour préserver la dissuasion nucléaire parce que c'est un élément qui contribue à la paix. Il y a des négociations et une discussion sur le désarmement nucléaire. La France doit y prendre toute sa part et nous le ferons »³⁵ Cette ligne était confirmée l'année suivante par l'adoption d'un livre blanc sur la défense et la sécurité nationale préfacé par le Président de la République.³⁶ Il y énonçait les trois priorités de la stratégie française – la protection, la dissuasion et l'intervention - et soulignait leur interdépendance.

S'agissant de la dissuasion nucléaire, le Livre Blanc ne laisse planer aucun doute sur la volonté du gouvernement de persévérer dans la voie où la France s'était engagée sous la présidence du général de Gaulle. On y proclame la nécessité de détenir une force nucléaire pour « empêcher toute agression contre le territoire national » et écarter toute menace de chantage que « certaines puissances nucléaires de droit ou de fait pourraient être tentées d'exercer en cas de crise internationale contre nous et nos alliés ». En outre, la France, qui a réintégré les structures du commandement militaire de l'OTAN, se doit de respecter les engagements énoncés dans le concept stratégique adopté en novembre 2010 à Lisbonne. Celui-ci réaffirme « le rôle des armes nucléaires en tant que garantie

³⁵ Voir les commentaires de Jean Guisnel : « Dissuasion : Michel Rocard remet les pieds dans le plat » - *Le Point*, 21 juin 2012 et de Nathalie Guibert : « En France, la rigueur rouvre le débat sur la dissuasion » - *Le Monde*, 23 juin 2012

³⁶ « *Livre Blanc. Défense et Sécurité nationale 2013* » - Paris, La Documentation française, mai 2013

suprême de la sécurité et pilier de la doctrine de défense de l'alliance » et rappelle qu'aux termes de la déclaration d'Ottawa du 19 juin 1974 les « forces nucléaires françaises et britanniques jouent un rôle dissuasif propre contribuant au renforcement global de la dissuasion de l'alliance ». Enfin, un lien étroit est établi entre la dissuasion nucléaire et la capacité d'intervention sur des théâtres extérieurs : une force de dissuasion qui ne prendrait pas appui sur des forces conventionnelles perdrait de sa crédibilité puisque la France ne serait plus en mesure de « défendre ses intérêts stratégiques et d'honorer ses alliances ». On conçoit que cette réaffirmation de la doctrine traditionnelle ait ravivé la flamme des opposants à l'arme nucléaire mais on observe également un élargissement du débat sur la dissuasion et une diversification des arguments mis en avant par ceux qui en contestent la pertinence ou préconisent son adaptation au nouveau contexte international.

L'ancien Ministre de la défense, Paul Quilès, et le général Bernard Norlain, ont réagi avec véhémence en déplorant le « conformisme et l'archaïsme intellectuel » des déclarations officielles et en regrettant que la France se tienne à l'écart du « mouvement de dénucléarisation générale ». Toutefois, le général Norlain ne dissimule pas son désenchantement et laisse entendre que l'agitation entretenue par le mouvement global zero pourrait être vaine puisque toutes les puissances nucléaires continuent de moderniser leurs arsenaux et que les Etats-Unis ne font pas exception à la règle. En outre, il prend acte du fait que sa voix est isolée au sein de la corporation des officiers qui n'osent pas mettre en question le dogme de la dissuasion et ne perçoivent pas la signification du désarmement dans la perspective de la lutte contre la prolifération. Enfin, pour dissiper tout malentendu, il s'inscrit en faux contre des mesures unilatérales et précise que l'élimination totale des armes nucléaires interviendrait dans le cadre d'un « traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».³⁷

L'ancien Ministre de la Défense, Hervé Morin, s'est prononcé lui en faveur d'une réduction du format de la force nucléaire stratégique et a proposé de l'amputer de sa composante aéro-terrestre, la nécessité de délivrer un ultime avertissement à l'adversaire ne s'imposant plus dans le nouveau contexte stratégique. Il ne conteste pas la fonction

³⁷ Voir l'interview du général Bernard Norlain par Jean Guisnel - *Le Point*, 15 juillet 2012. Dans une tribune libre parue dans *Le Monde* du 29 octobre 2011, le général Norlain s'était exprimé d'une manière plus abrupte : « L'arme nucléaire est inutile et coûteuse. Se débarrasser d'un danger pour la planète »

dissuasive de l'arme nucléaire mais estime que la force océanique stratégique (FOST) est suffisante pour répondre aux besoins de la dissuasion « tant qu'il y aura des menaces potentielles pour notre sécurité ultime ».³⁸ Par ailleurs, l'abandon de la « deuxième composante » de la force nucléaire permettrait de réaliser des économies qui pourraient être affectées au renforcement des forces conventionnelles et contribueraient ainsi au maintien de l'équilibre d'ensemble sur lequel repose la politique de défense et de sécurité de la France. Hervé Morin se soucie également de la place du désarmement dans la lutte contre la prolifération, celle-ci ne pouvant être enrayée que si les puissances dotées de l'arme nucléaire engagent une « marche collective vers son bannissement ». Il appartient aux Russes et aux Américains de faire les premiers pas dans cette direction mais les autres puissances nucléaires devront se joindre à eux lorsque les conditions de leur participation à une négociation multilatérale seront réunies.³⁹

Quant aux prises de position du général Vincent Desportes sur la stratégie de dissuasion, elles reflètent les préoccupations de l'armée de terre qui craint que les restrictions budgétaires se traduisent par un affaiblissement des forces conventionnelles. A ses yeux, la « sanctuarisation des crédits nucléaires » risque de porter un coup fatal aux forces de projection qui permettent à la France « d'agir d'une manière autonome dans l'espace géographique qui correspond à ses intérêts sécuritaires, l'Europe, le bassin méditerranéen et l'Afrique jusqu'au golfe de Guinée ». Faute de maintenir cette capacité, la France serait réduite à ne mener dans la durée que « des opérations dont les Etats-Unis valideraient le principe » et condamnée à ne fournir qu'une « force d'appoint au sein d'une coalition ».⁴⁰ Il faudrait donc redimensionner l'arsenal nucléaire et affecter les économies réalisées au maintien des « capacités d'action conventionnelles nécessaires à la logique globale

³⁸ Ce point de vue est contesté par Philippe Wodka-Gallien : « Supprimer la composante aérienne c'est affaiblir le message de la dissuasion, fissurer délibérément la stratégie de défense nationale et, par le vide capacitaire ainsi créé, s'interdire de faire évoluer notre stratégie en fonction de situations futures inédites » - Voir son article : « Pérennité des forces aériennes stratégiques françaises » - *Revue Défense Nationale*, N° 766, janvier 2014

³⁹ Interview de Hervé Morin par Jean Guisnel : « Engageons une marche collective vers le bannissement de l'arme nucléaire » - *Le Point*, 18 décembre 2013

⁴⁰ Voir la tribune libre de Vincent Desportes dans *Le Monde* du 10 avril 2013 : « L'armée française ne peut intervenir partout. Fixons des zones d'intervention spécifiques ».

de la dissuasion »⁴¹ Ainsi pourrait-on concilier les exigences d'une stratégie de l'action pour la gestion des crises internationales et la préservation de l'ultime recours en cas de menace contre les intérêts vitaux de la nation. Si le général Desportes aborde de front les problèmes que soulève l'adaptation de la politique de défense et de sécurité de la France au nouveau contexte stratégique, il ne semble pas accorder la même attention au rôle qu'elle pourrait jouer dans la relance des négociations en vue du désarmement.

Propos final

Les considérations qui précèdent ne permettent pas de spéculer sur le dépérissement à moyen terme des stratégies nucléaires des grandes puissances et force est de constater que les risques de l'élargissement du club atomique se sont accrues depuis la fin de l'ordre bipolaire. Contrairement à une idée reçue, la fin de l'antagonisme Est-Ouest et la disparition de la menace soviétique ne nous ont pas fait entrer dans un monde post-nucléaire mais ont ouvert une « seconde ère de l'âge atomique » On conçoit donc que la France à l'instar des autres puissances nucléaires se soucie de conserver et de moderniser un outil militaire qui garantit la défense des intérêts vitaux du pays, sauvegarde l'identité nationale, contribue à la stabilité régionale et permet de se prémunir contre les incertitudes de l'avenir.

En revanche, l'affichage d'une stratégie de dissuasion nucléaire est difficilement compatible avec une politique active de non-prolifération car on ne peut « empêcher l'accession de nouveaux Etats au cercle nucléaire qui si celui-ci prépare en même temps sa propre disparition. Comment prétendre interdire aux autres, sauf renonciation volontaire de leur part, ce que l'on se permet à soi-même ».⁴² Or le caractère discriminatoire du TNP est de plus en plus vivement ressenti par les Etats non dotés de l'arme nucléaire qui reprochent aux puissances nanties le non respect de l'engagement pris en 2000 de tendre vers l'élimination complète de leurs arsenaux stratégiques. C'est pour dissiper leurs préventions que le président Obama et des personnalités américaines de haut

⁴¹ Voir Vincent Desportes : « L'efficacité de la dissuasion suppose la cohérence d'ensemble » - *Revue Défense Nationale*, N°758, mars 2013 et « Les conséquences opérationnelles et stratégiques de la LPM » - *Revue Défense Nationale*, N° 764, novembre 2013

⁴² C'était la position exposée par le Ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville dans un discours prononcé le 3 novembre 1964 devant l'Assemblée nationale.

rang ont imaginé d'instrumentaliser le thème du global zero mais il ne semble pas que la campagne menée à la suite de l'appel lancé par la conférence de Paris, en février 2010, ait produit les effets escomptés.

Il faut donc s'attendre à des affrontements entre pays nantis et pays dépourvus lors de la conférence d'examen du TNP de 2015 et l'on se rendra peut-être à l'évidence que le régime de non-prolifération institué à la fin des années 1960 n'est plus adapté aux nouvelles réalités de la vie internationale. On se souvient que le général Lucien Poirier dont les écrits sur la stratégie théorique font autorité et qui a notamment exercé sa réflexion sur le devenir des forces nucléaires après la fin de la guerre froide avait préconisé en matière de prolifération une approche différente de celle à laquelle on est accoutumé puisqu'elle tendait à la mise en œuvre d'une stratégie des intérêts partagés fondée sur l'émergence d'une « culture nucléaire universelle ». ⁴³ Tout récemment, l'amiral Jean Dufourcq a lui aussi dénoncé les effets pervers que la lutte contre la prolifération a introduit dans la « signalétique dissuasive » après la fin de la guerre froide et mis en question le « culte de la non-prolifération » qui aurait empêché l'établissement d'un équilibre stratégique stable au Moyen-Orient. ⁴⁴

Il convient donc de trouver d'autres biais pour garantir la stabilité à « l'ère de la désorganisation massive » et réfléchir aux conditions de l'instauration d'un nouvel ordre nucléaire dont la logique serait différente de celle qui a présidé à la conclusion du traité de non prolifération. ⁴⁵ En France, l'ouverture d'un débat approfondi sur la dissuasion et sur son articulation avec la problématique du désarmement et de la défense européenne s'impose d'autant plus que la fin de la stratégie nucléaire n'est pas pour demain et que l'élimination complète des armes nucléaires est hors de portée. Les observations présentées par Dominique David en conclusion du dossier sur la dissuasion publié par l'IRSEM ⁴⁶ fixent le cadre d'un tel débat et pourraient servir d'aiguillon à l'élaboration d'une

⁴³ Lucien Poirier : « *La crise des fondements* » - Paris, Economica, 1994. Voir la section intitulée : « Sur le désarmement et la prolifération : la dialectique local-global » pp. 101-107

⁴⁴ Voir son étude : « Les signaux de la dissuasion stratégique » dans le dossier réalisé par l'IRSEM sous la direction de Jean-Christophe Romer et Thierry Widemann - *Les champs de Mars*, N°25, hiver 2013, La Documentation française

⁴⁵ Voir l'article stimulant de Pierre Hassner : « Régulation et stratégie : l'ère de la désorganisation massive » - *Revue Défense Nationale*, N° 758, mars 2013

⁴⁶ « Dix remarques sur la dissuasion, le nucléaire et la France » par Dominique David - op. cit., La Documentation française

politique de sécurité coopérative fondée sur la détention d'une capacité de dissuasion minimale dans un monde où la menace nucléaire restera latente puisque l'arme nucléaire ne peut pas être « désinventée ».

*

*

*